

Annie Lacroix-Riz :
L'histoire contemporaine toujours sous
influence, note 1

Introduction

Le 21 Novembre, la Cour d'Appel de Paris a confirmé la 1^{ère} décision, du 11 janvier 2011, du TGI de Paris, suite à la plainte des héritiers Renault contre l'Etat, qui vise l'ordonnance de nationalisation de Renault, à savoir la non transmission d'une requête de QPC, que l'ordonnance n°45-68 du 06/01/1945 a valeur législative et ne peut être mise en cause en tant que voie de fait. La réhabilitation, morale, sociale, historique, ET financière, est pour l'heure mise en échec. Cette démarche s'inscrit dans une série d'intentions et d'actions qui ont visé et viseront à réhabiliter des personnes qui, pendant et à la fin de cette guerre, ont été parfois jugées et souvent condamnées pour leurs propos, leurs choix, leurs actions, en faveur d'une secte d'assassins. Avant d'examiner les connaissances et les analyses que Madame Annie Lacroix-Riz porte à notre attention par cet ouvrage de confirmation, il faut interroger son titre, «*L'histoire contemporaine toujours sous influence*». La polysémie du terme principal, «l'histoire» est à la fois une source de difficultés mais aussi de principes de connexions entre des champs différents, qu'il faut éclairer. C'est que l'Histoire-vie précède l'Histoire-mémoire. L'Histoire des faits, des actions, des rapports de force, des évolutions, se crée, se fixe, se fige, et, une fois devenu le marbre du Temps passé, est, selon ce qu'en pensent, ressentent, disent les vivants, mémoire – ou non. Quelle que soit la mémoire en question, instantanée, individuelle, collective, la mémoire est sélective, et l'Histoire-mémoire propose précisément une action de réparation contre cet oubli, bref ou durable, en s'ouvrant à la totalité des acteurs et des actions en jeu. Certaines «périodes historiques», arbitrairement découpées sur des dates, des années, des mois, des jours, même objectivement significatifs, comme «la Seconde Guerre Mondiale», «1939-1945» comportent tellement de faits fondamentaux qu'un récit honnête ne peut se permettre de laisser de côté tel ou tel aspect, tel ou tel fait, telle ou telle personnalité, sans compter que cette période ne peut se comprendre sans ses causes antérieures.

La périodisation de «l'État total», de «l'État totalitaire» n'est pas simple, d'autant que les spécialistes, les «experts historiques» préfèrent les segments courts, qu'ils peuvent narrer, présenter et expliquer, avec des certitudes, plutôt que les segments et cycles longs, alors que, dans le cas précisément de cette problématique il faudrait faire démarrer celle-ci avec l'État religieux du Vatican, et sa sphère d'influence, européenne, puis mondiale, pour la faire terminer en 1945 et dans les années qui ont suivi. D'ailleurs, c'est à tel point que cette périodisation/problématisation n'est pas du tout envisagée dans les courants historiques, précisément en raison de l'influence vaticane en Europe et dans le monde. Mais faut-il le déplorer, ou le constater, et éventuellement, s'y opposer si nous le jugeons nécessaire ? Ne voulons-nous pas nous aussi faire que l'histoire contemporaine soit sous notre influence ? C'est que cette influence va de l'Histoire-vie-événements à l'Histoire-mémoire, soit dans le même temps, soit dans un temps décalé, et le plus souvent dans les deux temps. L'influence peut se définir par la capacité réalisée d'introduire une modification dans un ensemble de forces qui, sans cette capacité réalisée, auraient eu un comportement différent. L'influence, le fait de produire un flux, est un fait universel, fondamental. Notre existence peut se définir par le cumul de ces influences, de détermination, subies, d'intention, causées. L'Histoire-vie-événements est elle-même une série d'influences, bonnes, mauvaises, neutres, qui parfois s'additionnent, ou s'annulent, etc. Et par conséquent, l'Histoire-mémoire l'est aussi. Reste que par «elle», par ce que sont ses narrateurs, un principe général de vérité s'impose, intrinsèquement, et par la nature même de son expression, le fait qu'elle soit entendue, reçue, intégrée, «validée» ou non par ses «récepteurs», ses auditeurs, ses lecteurs. Il va de soi pour chacun que l'Histoire-mémoire n'est pas et ne peut être de la fiction, comme si on pouvait utiliser les romans dans un tel cadre et inversement. Il est arrivé que ce qui était présumé «fictifs», «mythologiques», «légendaires», se révèlent «historiques» : Troie est ainsi passé du statut de cité rêvée par Homère à une strate dans le sol de l'actuel Turquie, et qu'une part des événements de l'Iliade et de l'Odyssée sont des échos d'événements qui se sont déroulés dans un monde où les moyens d'inscription dans le temps présent et passé étaient, hors la mémoire individuelle et collective, hors l'écriture qui arrivera postérieurement, inexistant, alors que nous avons des outils techniques fondamentaux pour cela.

Reste que si nul ne peut considérer le récit de l'Odyssée, sa suite d'événements, comme la révélation d'une Histoire à l'instar de ce que furent la vie des cités grecques, des guerres grecques, le récit est construit sur des faits historiques culturellement grecs, y compris la langue et le style. Pour les historiens sérieux selon nos propres critères, il ne peut y avoir de séparation entre les champs différents, «la littérature», les techniques, les faits de guerre, les constructions architecturales. Les éléments de ce Tout faisaient sens ensemble, les éléments de nos Tout font et doivent faire sens ensemble. Et dans cette Histoire, grecque de l'Antiquité comme aujourd'hui, l'Histoire-vie a été sous influence comme l'Histoire-mémoire, mais il y a des influences de valeur universelle, quand d'autres ne le sont pas. C'est pourquoi, plutôt que cette «histoire sous influence», il faudrait constater et dénoncer cette Histoire-mémoire partielle et partielle, «sélective» quand la mémoire est précisément là au contraire pour pallier aux sélections, aux oublis, volontaires ou non, et aux ignorances. Et c'est bien ce que fait Madame Annie Lacroix-Riz dans cet ouvrage. La consultation des archives permet de faire remonter des «choses cachées depuis la fondation du monde». Car les archives permettent de faire parler celles et ceux qui n'ont jamais été entendus, connus, permettent, à condition de les recouper, de révéler des faits ignorés, sachant que les formes de celles-ci sont multiples (textes, photos, enregistrements sonores, enregistrements vidéos), et qu'il faut avoir en tête qu'une archive quelle qu'elle soit peut être une tromperie, une duperie, un vrai «faux. Ces «archives» forment, ensemble, le sol planétaire humain, qu'il faut protéger, dupliquer si cela est possible, partager, et travailler. Ces archives permettent de prouver que, pour quelque sujet d'Histoire que ce soit, il peut y avoir une différence entre les discours publics et les pratiques réelles, comme chacun le sait ou devrait le savoir entre les discours d'Hitler pendant lesquels il prétendait à une volonté de paix et ce que prouve les archives sur l'ensemble des productions militaires, de l'armement au plan (1).

Ses ouvrages ont été volontairement ignorés par les médias-de-masse, aux ordres de l'État comme aux ordres des plus riches, et, étant donné ce qu'elle a révélé sur l'implication des dirigeants de l'État français comme d'une part non négligeable des plus riches français des années, dans l'anticipation d'une guerre perdue et d'une collaboration pour laquelle certains ont même AGI afin de la rendre possible, et ce bien avant les mois de la défaite, faut-il s'en étonner ? Car une part importante des dirigeants français actuels ne sont pas capables de ne pas couper avec leurs prédécesseurs, et ce à tous les niveaux, que ce soit par l'imitation du comportement (la trahison du peuple au profit d'une minorité, les célèbres Banksters) ou par leur influence sur des manuels d'Histoire dont ils ont obtenu l'aseptisation, la partialisation, cachées sous de grands principes (devoir de mémoire, etc). Mais faut-il le leur reprocher, sachant que, en raison de la place qu'ils occupent, et de ce qu'ils y font, ils sont déterminés à cela ? La question n'est-elle pas : pourquoi celles et ceux qui pourraient s'opposer à cette, aseptisation, partialisation, ne le font-ils pas ? Si le discours et les croyances marxistes de la «lutte des classes» est maintenu, il ne faut pas alors oublier que celles et ceux qui dirigent luttent aussi ! Et que, en tant que dominants, ils luttent plus fortement et aisément. C'est d'ailleurs ce que Marx a dit dans le célèbre Manifeste, à savoir que la bourgeoisie était la classe la plus révolutionnaire ! Celles et ceux qui en sont membres sont passionnés par le et les pouvoirs et sont prêts à tout pour les acquérir, les conserver et les développer, et DU COUP, toute l'Histoire, de l'Histoire-vie à l'Histoire-mémoire, est sous leur influence. Il ne suffit donc pas de dire : vous êtes des menteurs, des tricheurs. Ils le sont, et l'assument. Le «machiavélisme» incarne sans aucun doute la Philosophie politique propre à cette Bourgeoisie. Ce qu'il faut expliquer, c'est, certes, comment, des années 30 à aujourd'hui, les médias-de-masse ont servi à abuser et contrôler les citoyens, mais surtout, quelles furent et quelles sont les conséquences dramatiques pour les peuples et le monde, de cette influence globale, et surtout ce qu'ils ont, à la fois, empêché, ce qu'il faut tenter d'imposer, contre eux. Et il faut organiser les moyens populaires de la contradiction et de la riposte.

Dans cet ouvrage, Madame Annie Lacroix-Riz expose quelques cas, et leurs conséquences, de la Privatisation de l'Histoire, de sa production (les chercheurs) à sa narration, par un ensemble de moyens par lesquels telle ou telle personne, tel ou tel groupe, est, peut être, acheté. De manière implicite, elle oppose cet «expert» acheté-vendu au «serviteur de l'État», le fonctionnaire – mais qui rappelons-le, est un État orienté et influent, un État bourgeois. Est-il possible d'être un fonctionnaire et de ne pas être aux ordres, ni acheté, vendu ? En fait, un Historien, une Historienne, peut le prouver, s'il révèle ET raconte des faits qui mettent en cause cet État, ces dirigeants, qu'ils soient politiques seulement ou politiques-économiques, leurs héritiers, leurs réseaux. On pourrait même considérer qu'un «Historien de salon» n'est pas un Historien, et ce même si derrière le fatras des vanités, de ses éloges des «gens importants», il peut énoncer quelques faits exacts. Pour prouver sa liberté, il faut prouver sa non-servilité. De ce point de vue là, Madame Lacroix-Riz accumule quelques signes d'Honneur, qui lui ont interdits, bien entendu, d'être reconnue et honorée par cet État-là. Est-ce si difficile d'être libre et donc désagréable à l'égard d'un tel État ? Les faits, historiques, politiques, économiques, sont si nombreux qu'il semble, au contraire, tenir d'un miracle tragique, le fait de ne jamais rien trouver à redire. Et il ne s'agit pas, bien entendu, de mettre en cause tout et tout le monde : l'Histoire-mémoire est, précisément, bien au contraire, terriblement précise. Car il se trouve des fonctionnaires, des hauts fonctionnaires, des dirigeants d'entreprise qui ont pensé, agir, différemment de leurs congénères, dans telle ou telle situation dramatique de l'Histoire, comme il y a eu des ouvriers pour trahir et leurs camarades et l'Humanité. C'est ce que le schéma marxiste «simplifié» de la lutte des classes ne peut pas comprendre et c'est sur quoi il constitue une erreur.

Car la «classe» est une prétention de quelques individus qui ont ainsi voulu former avec eux, dans la représentation, et parfois dans les comportements, un groupe fermé : la «classe» est une invention, fantasmatique, hallucinatoire, et foncièrement criminelle aussi, des nobles – précisons, de quelques nobles, auxquels d'autres se sont ralliés, sans mesurer la portée de leurs prétentions. Considérer que le monde humain se structure en classes nettement séparées est un discours de noble, qui, en effet, a été repris par un certain marxisme pour prétendre vouloir que ce soit la classe la plus grande ET la plus «faible», les prolétaires, qui renverse celle des dirigeants et assume à sa place une telle direction. Mais dans ce cas, cela reviendrait à vouloir remplacer une dictature par une autre, alors qu'il s'agit, dans le projet communiste, de mettre fin à la dictature, pour réaliser une communauté humaine, stable, heureuse, protégée de toute violence d'une superstructure. Les citoyens-travailleurs peuvent avoir des traîtres dans leurs «amis» prolétaires et de véritables amis bourgeois. Les citoyens-travailleurs représentent, au contraire, la négation de la «classe», formant ainsi l'Humanité, le monde humain ouvert, ce qui provoque la haine des «classistes». Et donc, dès lors que nous parlons de ces «historiens professionnels», «privatisés», puisqu'ils ont accepté d'être acheté-vendu, d'une manière ou d'une autre, il ne faut pas généraliser : il y a des malhonnêtes qui peuvent devenir honnêtes, et il y a des cas dont le comportement intellectuel est constamment malhonnête, et ne changera jamais. S'il y a la minorité des «experts», il y a, à la fois la majorité des historiens-professeurs, des étudiants, et des citoyens – et des journalistes. Cette majorité pèse déjà, et pèsera encore. C'est à celle qu'il faut s'adresser, c'est à elle, c'est à eux qu'il faut demander de prendre en compte des problématiques et des connaissances, c'est par elle que des changements s'imposeront. Il s'agit de changer l'Histoire-vie de France, il faut changer l'Histoire-mémoire de France, des pays d'Europe et du monde.

Si les événements qui ont commencé en 1929 et qui ont trouvé une conclusion, provisoire, en 1945, sont aussi importants pour notre conscience et notre intelligence, c'est que le Nazisme a tenté de LIQUIDER l'Humanité, telle que des siècles et des siècles de biologie avaient façonné la DIVERSITE humaine. Cette diversité, comme la vie sur Terre, aurait pu ne pas exister. L'Humanité aurait pu être simplement «une», tout au long de son Histoire, avec des formes identiques, une couleur identique, etc. Mais voilà : à l'instar de cette fameuse biodiversité que nous connaissons pour être une richesse fondamentale et fondatrice de notre lieu de vie, et ce alors même que nous continuons à la détruire, la vie humaine représente une part de cette biodiversité, par sa propre diversité. Le Nazisme a représenté un mouvement humain «original» qui prétendait constater et récuser cette Diversité, se faire l'agent de cette Liquidation, et en garder une petite part, afin que des maîtres soient servis par des esclaves. Une infime minorité a ainsi aspiré à être la majorité, même la Totalité. Ces humains qui détestaient l'Humanité ont réussi à rassembler des moyens pour mettre en œuvre ce sentiment et ce projet, et ils ont failli réussir, mais hélas, ils ont réussi partiellement, en assassinant et en provoquant la mort de millions d'êtres humains, non-allemands et allemands rassemblés. Ces «malades mentaux» en liberté n'auraient pu, ni accéder aux pouvoirs, politiques, économiques, militaires, sans être aidés, soutenus, en Allemagne et hors d'Allemagne, et Madame Lacroix-Riz, avec d'autres historiens, a pu révéler l'étendue de cette collaboration, d'anticipation et de réalisation. A une Histoire «vague» de la Collaboration, germano-française, elle a substitué une Histoire précise, et que ce soit les mis en cause, leurs enfants, leurs héritiers, les sympathisants, les familles proches des principaux profiteurs de cette guerre criminelle, ils n'ont pas apprécié et n'apprécient pas. Les diverses actions intentées contre elle ont échoué, mais en raison de l'influence toujours aussi forte de cette Histoire-mémoire privatisée, qui a pour objet de faire l'éloge des Grands (leaders, entreprises, etc), il faut continuer d'agir, chacun à sa manière, et à commencer en partageant ses ouvrages.

Ils permettent de mieux comprendre comment le «Pétainazisme» a pu et peut encore tant profiter d'une Compréhension générale qui est orienté vers la mansuétude, les justifications-excuses et comment dans le même temps le système politique, économique, militaire, qui a été le principal artisan de la chute du Nazisme en Europe, le Soviétisme, peut lui faire l'objet de tant de critiques sévères, généralisatrices, partielles, partiales et mensongères, parce qu'il a mis en cause, avant, pendant et après, cette Bourgeoisie qui a osé préférer Hitler à... Le «devoir de mémoire», éthique, traverse le «devoir de mémoire» qui constitue la définition même de l'Histoire-mémoire, et oblige à tout mettre sur la table. Inévitablement, cela induit un conflit. Ce n'en est qu'un de plus, qu'il faut assumer, accepter et dans lequel il faut s'engager, parce que la Résistance qui doit construire les conditions d'un monde nouveau ne s'est pas arrêtée en 1945, ne s'est jamais arrêtée, et nous appelle pour la protection et le développement de l'Humanité. C'est de ce conflit entre les historiens et les mémoires qu'il s'agira d'examiner dans la prochaine note.

L'Action Littéraire, Novembre 2012

<http://jeanchristophegrellety.typepad.com>

Jean-Christophe Grellety

(1) Ceci a été dit par ailleurs, mais doit l'être à nouveau ici : l'auteur de ce texte ne reconnaît pas «le Point Godwin», estimant qu'il s'agit d'un élément de la technique rhétorique d'extrême-droite qui vise à interdire toute référence au Nazisme et à Hitler, alors que, pour de nombreuses raisons, leurs existences, «idées», représentations, actions, touchent d'une manière ou d'une autre à l'ensemble des faits humains fondamentaux (citons par exemple la psychologie, fondamentale, qui inclut l'empathie, alors que les criminels nazis se sont entraînés pour la perdre, le culte religieux, la manipulation mentale de type sectaire, l'économie capitaliste de «croissance», l'Histoire des crimes et des criminels, l'Histoire des techniques, etc).